

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala

3^e Année, n° 131

Du 5 au 11 juillet 1985

POLITIQUE

Mesures formelles prévues

Les candidats présidentiels rendent l'Armée responsable

Dissension au sein de l'Armée

Mort du chef des services secrets

Etat d'alerte

Refus de l'entrée du pays aux observateurs

Démocratie incertaine

Appui de l'Administration Reagan

Démocratie-Chrétienne, vainqueur possible des élections

La DCG n'entreprendra aucune réforme

ECONOMIE

La crise de l'énergie s'aggrave

Les réserves d'or font l'objet d'une négociation

CONTRE-INSURRECTION

Dénonciation des traitements inhumains

INSURRECTION

Affrontements au nord du pays

DROITS DE L'HOMME

Disparition d'étudiants

Enlèvements de paysans

Des effectifs de l'Armée blessent des civils

Un mois violent

Refuge auprès d'une ambassade

Séquestration d'étudiant

Mise à jour de cimetières clandestins

Les enlèvements continuent à Occidente

Séquestrations massives

POLITIQUE

MESURES FORMELLES PREVUES

Le 4 juillet, le Général Oscar Mejia Victores faisait savoir que son gouvernement étudie la possibilité d'instaurer diverses mesures de contrôle et de sécurité, telle que, l'état de siège, aux fins d'assurer le maintien de l'ordre public et dans le but de répondre à l'accroissement de violence qui se fait jour, surtout dans les villes.

Selon le Chef de l'Etat, la suspension formelle des libertés et garanties individuelles auraient pour but d'"assurer l'évolution du processus électoral actuel". Conjointement des forces de sécurité du régime, spécialement composées, effectuent, dans diverses villes du pays, de vastes opérations de recensement et contrôle de personnes et véhicules. De même, il convient de signaler que les dénonciations portant sur la violation des domiciles et les arrestations massives se poursuivent.

LES CANDIDATS PRESIDENTIELS RENDENT L'ARMEE RESPONSABLE

Jorge Carpio Nicolle, dirigeant de l'Union de Centre National et candidat à la présidence de ce même parti, a demandé au gouvernement de contrôler davantage les forces de sécurité pour essayer de freiner la vague de violence qui déferle sur le pays et de ne pas décréter l'état de siège. Mario David Garcia, le candidat à la présidence de la Centrale Authentique Nationaliste, a, quant à lui, fait appel à l'Armée pour que cette dernière exerce un contrôle plus strict auprès des membres de la section des services secrets -G2- qui selon lui, est responsable des divers délits commis à la fin du mois de juin.

Vinicio Cerezo, dirigeant de la Démocratie-Chrétienne, a pour sa part signalé qu'une mesure telle que l'état de siège ne produirait pas les résultats escomptés à l'heure actuelle, alors qu'il reste fort peu de temps avant l'aboutissement du processus électoral.

DISSENSION AU SEIN DE L'ARMEE

Le 9 juillet, le Colonel, en retraite, Marco Antonio Soto Valenzuela, était assassiné à son domicile, situé près du palais national, dans la capitale. L'information officielle le qualifie ce meurtre d'acte de "délinquance commune" alors que certains observateurs politiques y voient la marque des dissensions qui existent au sein des divers secteurs de l'Armée.

Soto Valenzuela avait exercé le poste de Commandant d'importantes brigades, celui de Directeur des Académies militaires, puis Président de la Confédération Sportive Autonome de Guatemala et, enfin député au Congrès.

A la fin du mois de mars dernier, un Général en retraite, Manuel Sosa Avila était également assassiné par des individus circulant à bord de véhicules officiels.

MORT DU CHEF DES SERVICES SECRETS

Le 5 juillet, Eddy Fernando Paz Palencia, Haut-Chef militaire de la section des services de renseignements (G-2) de la Police Militaire Mobile, était assassiné par balles dans la capitale par des hommes armés qui circulaient à bord de véhicules non-immatriculés, semblables à ceux utilisés par les forces gouvernementales.

La section des services de renseignements de l'Armée est connue, de même que d'autres entités telle que le Département des Enquêtes Techniques de la Police Nationale -DIT-, pour avoir trempé dans des actes de répression, et plus particulièrement, des disparitions et des tortures. Des dénonciations récentes soulignent même que des membres de la Police Militaire Mobile, de la police et de l'Armée sont assassinés aux fins de supprimer les témoins d'actions commises et dirigées par des supérieurs.

ETAT D'ALERTE

Le 9 juillet, le Ministre de l'Intérieur, Gustavo Adolfo Lopez Sandoval, faisait savoir que les forces de sécurité avaient été mises en état d'alerte et ajoutait que si le climat d'insécurité gouvernementale se poursuivait, d'autres mesures plus énergiques seront envisagées.

Lopez Sandoval a ajouté que les permissions et les congés avaient été suspendus pour la Police et, il a qualifié d'"incontrôlable", la vague de violence qui a submergé le pays au cours des dernières semaines.

REFUS DE L'ENTREE DU PAYS AUX OBSERVATEURS

Le 7 juillet, on pouvait lire dans le journal londonien The Times que le régime militaire avait rejeté la demande d'une délégation britannique composée de parlementaires et de syndicalistes qui désiraient recevoir l'autorisation de se rendre dans le pays pour étudier la situation des Droits de l'Homme au Guatemala.

Robert Jackson, Président du Comité des Relations Extérieures du groupe BOW, a commenté au Times que la décision prise par le régime de Mejia Victores, à savoir les déclarer persona non grata et leur interdire de se rendre dans le pays, tend à "suggérer qu'il a quelque chose à cacher". Le parlementaire et responsable du parti Travailleiste pour la région d'Amérique Centrale, George Foulkes, a déclaré que les Etats-Unis ont demandé expressément au régime guatémaltèque de revenir sur sa décision mais, en vain.

DEMOCRATIE INCERTAINE

Le 4 juillet, le Groupe d'Appui Mutuel, entité formée des parents et proches des personnes détenues ou disparues, exigeait que soient relâché, vivantes, les personnes séquestrées par les forces de sécurité gouvernementales et, ajoutait que "si les faits pouvaient parler, il ne serait pas nécessaire d'essayer de convaincre le monde entier que le Guatemala s'achemine vers la Démocratie".

Le GAM a également souligné l'inutilité des voyages effectués par les fonctionnaires du régime pour donner au monde l'image d'un pays "inconnu pour nous" car, au Guatemala "on vit dans l'angoisse quotidienne de voir des citoyens honnêtes disparaître tout comme d'autres promoteurs sociaux, étudiants universitaires, récemment séquestrés".

APPUI DE L'ADMINISTRATION REAGAN

Le 7 juillet, le Président du Comité des Relations Extérieures du Sénat des Etats-Unis, le Républicain Richard Lugar, présent au Guatemala au cours de la deuxième semaine du mois de juillet, faisait savoir que l'Administration Reagan appuyait le processus électoral promu par les militaires guatémaltèques.

Lugar, après s'être entretenu avec de Hauts-Responsables militaires a ajouté que le processus électoral "est digne d'être soutenu" et, il a souligné qu'il s'était rendu au Guatemala à la demande expresse du Secrétaire d'Etat américain, George Schultz.

DEMOCRATIE-CHRETIENNE, VAINQUEUR POSSIBLE DES ELECTIONS

Selon les résultats d'une enquête, rendue publique le 3 juillet par le Conseil des Affaires Hémisphériques -COHA- siégeant à Washington, la Démocratie-Chrétienne et son candidat présidentiel Vinicio Cerezo se détache comme vainqueur probable des élections générales qui auront lieu au mois de novembre.

L'organisme chargé des enquêtes sur tous les problèmes politiques et sociaux de la région d'Amérique Centrale a signalé que leur "sondage" place la DCG en tête avec 31,7 % des suffrages, suivie par l'Union du Centre National qui ne récolte que 25 % des voix.

Devant l'augmentation de la violence et le fait qu'au cours de la seule première semaine du mois de juin, 36 personnes avaient été assassinées ou séquestrées dans le pays, l'organisme américain répond qu'il est clair que "les conditions pour une véritable démocratisation du pays ne sont pas encore rassemblées". En dépit de cela, l'Administration Reagan se prépare à autoriser l'octroi d'une aide économique et militaire en faveur du Guatemala, d'une valeur de 87 millions de dollars prévus pour le prochain exercice fiscal de 1986.

LA DCG N'ENTREPRENDRA AUCUNE REFORME

Le 4 juillet, le Secrétaire Général du Parti et le candidat à la présidence, Vinicio Cerezo a déclaré que la Démocratie-Chrétienne -DCG- s'oppose à tout changement qui modifierait la structure économique traditionnelle guatémaltèque.

Cerezo, au cours d'un déjeuner de travail organisé par le secteur patronal, a souligné qu'"il ne pouvait y avoir de réforme agraire promue par un gouvernement démocratique car cette dernière provoque la faillite ou du moins la déstabilisation de l'économie

du pays qui la promeut". Selon les données fournies par des organisations des Nations Unies, près de 70 % des terres arables au Guatemala sont la propriété de 4 % de la population.

ECONOMIE

LA CRISE DE L'ENERGIE S'AGGRAVE

Le Ministre de l'Energie et des Mines, le Colonel Alejandro Contreras a expliqué que le 9 juillet, le gouvernement avait décrété un rationnement de 25 % dans l'approvisionnement de l'essence et le diesel en invoquant la grave pénurie de combustibles que vit le pays.

En outre, Contreras a signalé que la Banque de Guatemala n'a pas payé une facture pétrolière s'élevant à 13 millions de dollars et redevable au Venezuela ainsi qu'aux compagnies américaines Shell et Chevron, provoquant de la sorte une aggravation de la crise du secteur énergétique. En effet, le pays est tenu de payer cette dette avant de pouvoir recevoir de nouveaux envois de combustibles or, la carence de devises nécessaires au paiement de la dette se fait cruellement sentir.

LES RESERVES D'OR FONT L'OBJET D'UNE NEGOCIATION

Le 9 juillet des milieux de presse locaux attiraient l'attention sur le fait que le Ministre des Finances, Armando Gonzalez Campo et, le Président de la Banque de Guatemala, Oscar Alvarez Marroquín, se sont rendus, début juillet, à New York pour essayer de monnayer les réserves en or du pays, évaluées à 170 millions de dollars ou, tout au moins pour obtenir un prêt équivalent.

Alvarez Marroquín a reconnu, à cet effet, qu'il existe au Guatemala, le besoin de vendre les réserves d'or en échange de devises qui seront investies, à leur tour, dans la facture pétrolière.

CONTRE-INSURRECTION

DENONCIATION DES TRAITEMENTS INHUMAINS

Le 3 juillet, des habitants de la municipalité de Fray Bartolome de las Casas, dans le département de Alta Verapaz, selon le journal Prensa Libre, ont dénoncé le fait que les paysans sont obligés de participer à des patrouilles d'auto-défense civile, où l'Armée les soumet à des traitements inhumains.

Les dénonciateurs ont souligné que les militaires "infligent des punitions cruelles" aux membres des patrouilles civiles et qui plus est, ils stipulent que l'Armée agit sans aucun respect de la loi.

INSURRECTION

AFFRONTLEMENTS AU NORD DU PAYS

Selon un communiqué du Bureau des Relations Publiques de l'Armée, rendu public le 4 juillet, un affrontement armé entre l'Armée et l'insurrection a eu lieu dans la municipalité de Dolores, à El Peten avec comme conséquence la perte de trois guérilleros et deux soldats blessés. Le communiqué signale également que la route qui relie les municipalités de El Naranjo et La Libertad, situés à El Peten, a été occupée par les insurgés, début juillet.

Le 9 juillet, on apprenait que les forces insurrectionnelles avaient occupé un tronçon routier dans le département de Alta Verapaz.

DROITS DE L'HOMME

DISPARITION D'ETUDIANTS

L'étudiant de la faculté de médecine de l'université nationale de San Carlos, Agustin Pos Ibay, âgé de 22 ans, a été enlevé, le 29 avril dernier. Vers la mi-juin, un expert en Agronomie, Julio Cesar Flores Polanco, élève du Centre Universitaire du Nord était à son tour, victime d'un enlèvement.

ENLEVEMENTS DE PAYSANS

Selon des habitants de la bourgade de Xaquila, 6 habitants de cette bourgade située dans la municipalité de Patzun, dans le département central de Chimaltenango, ont été sequestrés, le 27 juin, par des effectifs des forces de sécurité.

De même, le propriétaire d'une pharmacie située dans la municipalité de Santiago Atitlan, Salvador Sisay Petzey, a été assassiné, par balles, le 26 juin.

DES EFFECTIFS DE L'ARMEE BLESSENT DES CIVILS

8 personnes furent grièvement blessées et une personne a trouvé la mort à la suite d'un incident, survenu le 30 juin, lorsque 4 membres des services de renseignements de l'Armée(G-2), en état d'ébriété, ont ouvert le feu sur plusieurs personnes, dans un bar situé dans le quartier de San Antonio, dans la zone 6 de la capitale.

Lors de l'arrivée de la Police Nationale, les coups de feu se sont amplifiés et l'on a même lancé des grenades, entraînant de la sorte la mort d'un troisième chef du cinquième corps de police, Gustavo Adolfo Soto Garcia.

UN MOIS VIOLENT

D'après les rapports des milieux de presse et des organismes de secours, durant le seul mois de juin, 25 personnes, appartenant à 6 familles différentes ont été assassinées où ont disparu. En outre 10 femmes ont été enlevées, un dirigeant syndicaliste, un professeur d'université, un journaliste, une administratrice de la radio catholique ont été assassinés. De même 7 étudiants universitaires sont recensés comme détenus où disparus. Tous ont été assassinés où sequestrés lors d'actions imputées à des effectifs des forces de sécurité.

D'autre part, 16 paysans ont été séquestrés dans le département de Chimaltenango et, les 9, 18, 24 et 27 juin, l'Armée a capturé 95 paysans dans les départements de El Quiché et Huehuetenango pour les envoyer par la suite dans des bourgades militarisées.

REFUGE AUPRES D'UNE AMBASSADE

Le 3 juillet, Marcos Solorzano, Secrétaire Général du Syndicat de l'Université de San Carlos et, Président de l'Association des étudiants en Economie a demandé l'asile diplomatique à l'Ambassade du Venezuela dans la capitale guatémaltèque. Solorzano a dû pour ce faire déjouer l'intense activité de persécution dont il était l'objet au cours des derniers jours, de la part des forces de sécurité gouvernementales. L'Ambassadeur du Venezuela, Jesus Elias Morrel a reconnu qu'une famille avait déjà demandé l'asile diplomatique auprès de son ambassade.

Le Ministre des Relations Extérieures, Fernando Andrade, a fait savoir, le 4 juillet, que les personnes qui se trouvaient à l'Ambassade du Venezuela n'étaient que des "hôtes" et qu'elles auraient pu quitter le pays sans accomplir autant de démarches. Au cours du dernier mois, huit étudiants ont été enlevés par les forces gouvernementales.

SEQUESTRATION D'ETUDIANT

Gloria Elvira Barrientos, étudiante à l'université nationale de San Carlos de Guatemala, a été séquestrée, le 3 juillet, dans la municipalité de Zunil, dans le département de Quetzaltenango, par des hommes fortement armés et identifiés comme appartenant aux corps de sécurité gouvernemental. Ils l'ont violemment poussée à bord d'un véhicule non immatriculé. Barrientos effectuait dans cette municipalité rurale des tâches en rapport avec ses études dans le service social.

Ses proches ont exigé du gouvernement sa mise en liberté immédiate où du moins, sa citation devant les tribunaux judiciaires.

MISE A JOUR DE CIMETIERES CLANDESTINS

Du 5 au 8 juillet, deux cimetières clandestins ayant enseveli un nombre indéterminé de paysans ont été mis à jour. Les corps présentaient de nombreuses traces de torture et avaient été enterrés dans les départements de Quetzaltenango et Chimaltenango, à l'ouest et au centre du pays.

Des paysans, à la recherche d'eau dans des terrains de la municipalité de Parramos, à Chimaltenango, ont découvert les restes de nombreuses victimes, au fond d'un puit de 45 mètres de profondeur. A Coatepeque, Quetzaltenango, des paysans qui revenaient de leurs tâches ont trouvé, près de la base militaire de Santa Ana Berlin, pour le moins quatre cadavres à demi enfouis dans le sol, dont une personne âgée.

LES ENLEVEMENTS CONTINUENT A OCCIDENTE

Une fonctionnaire et un étudiant du centre universitaire de Occidente, Diana Mildred

Sosa de Garcia et Francisco Manuel Leiva Sosa, ont été enlevé, le 9 juillet, par des forces de sécurité gouvernementales, dans la ville de Quetzaltenango et, le même jour les cadavres des paysans, Pedro Casimiro Gutierrez et des frères Jorge et Ruben Yanez Olivares, enlevés au préalable par des effectifs de l'Armée dans la municipalité de Tiquisate, à Escuintla, ont été retrouvés étranglés et torturés.

SEQUESTRATIONS MASSIVES

Selon la Sous-Commission des Droits de l'Homme de Guatemala, dont le siège se trouve à Quetzaltenango, 8 paysans, parmi lesquels un mineur de 11 ans, ont été séquestrés le 18 juin à minuit par des membres de l'Armée, dans la bourgade de Saquila, située dans le département central de Chimaltenango.

Cette dénonciation, rendue publique le 10 juillet, relate que les paysans séquestrés sont les personnes suivantes : Juan Pablo Toj, Eustaquio Toj, Santiago Toj, Encarnacion Bay, Florinda Yos, Juana Ajtzip Coyote, Esteban Perez et Isabela Yos. De même la dénonciation précise que les troupes gouvernementales commandées par le Capitaine Cabrera ont procédé à des séquestrations massives au cours des derniers jours dans les bourgades de Popabaj et Chikel et, en outre, les paysans se sont vus expropriés de leurs maigres possessions.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX